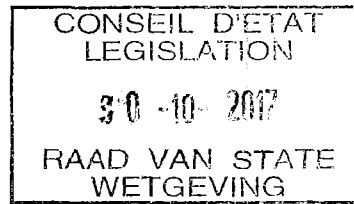




62387 / 4



PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD D'EXECUTION ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS RELATIF A LA COOPERATION, A L'ACCOMPAGNEMENT ET AU SOUTIEN LORS DE MESURES D'ELOIGNEMENT SUR LE TERRITOIRE DES PAYS DU BENELUX, FAIT A BRUXELLES LE 16 JUIN 2016.

WETSONTWERP HOUDENDE INSTEMMING MET DE UITVOERINGSAFSPRAAK TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIE, HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG EN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN BETREFFENDE DE SAMENWERKING, BEGELEIDING EN ONDERSTEUNING BIJ REPATRIERINGSMAATREGELEN OVER HET GRONDGEBIED VAN DE BENELUX-LANDEN, GEDAAN TE BRUSSEL OP 16 JUNI 2016.

PHILIPPE,

FILIP,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

**A tous, présents et à venir,
Salut.**

**Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.**

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken, van de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en van de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration sont chargés de présenter, en Notre Nom, à la Chambre des Représentants, le projet de loi dont la teneur suit:

De Minister van Buitenlandse Zaken, de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze Naam bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers in te dienen:

ARTICLE 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

ARTIKEL 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

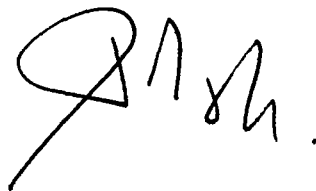
ART. 2

L'Accord d'exécution entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération, à l'accompagnement et au soutien lors de mesures d'éloignement sur le territoire des pays Benelux, fait à Bruxelles le 16 juin 2016, sortira son plein et entier effet.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,



Didier REYNDEERS

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

ART. 2

De Uitvoeringsafpraak tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden betreffende de samenwerking, begeleiding en ondersteuning bij repatriëringsmaatregelen over het grondgebied van de Benelux-landen, gedaan te Brussel op 16 juni 2016, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE:

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

Jan JAMBON

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Theo FRANCKEN

**PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD D'EXECUTION ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG ET LE
ROYAUME DES PAYS-BAS RELATIF A LA COOPERATION, A
L'ACCOMPAGNEMENT ET AU SOUTIEN LORS DE MESURES D'ELOIGNEMENT
SUR LE TERRITOIRE DES PAYS BENELUX, FAIT A BRUXELLES LE 16 JUIN
2016.**

Exposé des motifs

Introduction

Le présent projet de loi concrétise l'accord d'exécution relatif à la coopération, à l'accompagnement et au support lors de mesures d'éloignement sur le territoire des pays du Benelux, signé à Bruxelles le 16 juin 2016.

Le texte de l'accord d'exécution a été élaboré par un groupe de travail du Benelux et a été examiné du point de vue juridique par le Comité des juristes du Benelux.

Le Comité des juristes du Benelux a déclaré que l'accord d'exécution pour la Belgique et le Luxembourg doit être considéré comme un traité classique, pour lequel l'assentiment du Parlement est nécessaire. En ce qui concerne les Pays-Bas, l'accord peut être considéré comme un accord d'exécution pour lequel l'assentiment du Parlement est seulement nécessaire si le Parlement l'exige expressément dans un délai de 30 jours, ce qui ne s'est pas produit.

Contenu de l'accord d'exécution

Article 1^{er} – Objectif

L'objet de l'accord d'exécution est défini à l'article 1^{er}: fixer les conditions pratiques et administratives pour la coopération en matière de transport, d'accompagnement et de support lors de mesures d'éloignement sur le territoire de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg.

L'accord d'exécution est basé sur les articles 23 et 44 du Traité de Prüm¹.

L'article 23 du Traité de Prüm concerne le soutien mutuel lors de mesures d'éloignement. Le paragraphe 2 de cet article précise ce qui suit : « Une partie contractante peut éloigner des personnes en transitant par le territoire d'une autre partie contractante dans la mesure où cela s'avère nécessaire. La partie contractante par le territoire de laquelle l'éloignement doit avoir lieu, décide de l'exécution de l'éloignement. Elle fixe dans sa décision les modalités de l'éloignement et applique, dans la mesure où cela s'avère nécessaire, les moyens de contrainte autorisés par son droit national à l'encontre de la personne à éloigner. »

¹ Traité entre la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, la France, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, conclu à Prüm le 27 mai 2005 ; M.B. 30 mars 2017.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

L'article 44 du Traité de Prüm prévoit ce qui suit: « *Sur la base et dans le cadre du présent Traité, les autorités compétentes des parties contractantes peuvent conclure des accords portant sur l'exécution du présent Traité au niveau des administrations.* »

Article 2 – Définitions

Un certain nombre de concepts clés de l'accord d'exécution sont définis plus en détail à l'article 2.

Article 3 – Champ d'application

L'article 3 définit les trois types de mesures d'éloignement visées par l'accord d'exécution :

- la présentation d'étrangers aux ambassades, aux consulats ou auprès d'une délégation d'audition de pays tiers sur le territoire d'un des pays du Benelux, afin de déterminer la nationalité et l'identité de la personne concernée en vue d'obtenir les documents de voyage requis pour l'éloignement ;
- le transport d'étrangers en transitant par le territoire d'un des pays du Benelux aux fins de l'éloignement via un aéroport d'un de ces pays ;
- et le transport d'étrangers en transitant par le territoire d'un des pays du Benelux en vue du transfert aux autorités responsables d'un pays limitrophe du Benelux, à la frontière de ce pays.

Article 4 – Organisation administrative

L'article 4 traite des autorités responsables de l'accord d'exécution.

Il existe trois types d'autorités, à savoir :

- les autorités responsables de la prise de décision concernant les éloignements ;
- les autorités responsables de l'accompagnement des étrangers qui sont éloignés ;
- et les autorités responsables du soutien lors de ces accompagnements.

Les trois pays doivent s'informer mutuellement par écrit de leurs autorités compétentes.

Pour la Belgique, l'Office des Etrangers (SPF Intérieur) est responsable de toute prise de décision concernant les éloignements. Les accompagnements peuvent être assurés par les services de la Police intégrée, mais également par l'Office des Etrangers. Le soutien visé dans cet accord d'exécution est en principe toujours effectué par les services de la Police intégrée.

Article 5 – Modalités générales

L'article 5 définit les modalités générales pour les mesures de rapatriement transfrontalier.

Les lignes de force sont les suivantes :

- L'autorité responsable de la prise de décision du pays qui souhaite éloigner un étranger en transitant par le territoire d'un autre pays (l'Etat d'envoi) doit en aviser

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

préalablement l'autorité responsable de la prise de décision de cet autre pays (l'Etat de transit). Cette notification s'effectue par voie électronique et, en principe, 48 heures avant le transport envisagé. Cette notification doit contenir un formulaire de demande dont le modèle est joint à l'accord d'exécution (annexe A). Ce formulaire contient notamment les données relatives à l'étranger concerné ou aux étrangers concernés, ainsi que la destination finale et le calendrier.

L'autorité de l'Etat de transit responsable de la prise de décision donne son accord immédiatement et, dans tous les cas, dans les 24 heures. Cet accord peut éventuellement être assorti de conditions administratives.

- L'autorité de l'Etat d'envoi responsable de l'accompagnement informe immédiatement et, en principe, au plus tard 24 heures avant le transport envisagé, l'autorité de l'Etat de transit responsable du soutien de la notification et de l'accord susmentionnés et ce par voie électronique. Elle y ajoute un formulaire dont le modèle est joint à l'accord d'exécution (annexe B). Ce formulaire comprend notamment les données relatives au véhicule d'accompagnement et aux agents qui se rendent sur le territoire de l'Etat de transit, ainsi que l'itinéraire à suivre et les moyens de contrainte et les armes de service transportés.

L'autorité de l'Etat de transit responsable du soutien envoie immédiatement ses réponses et peut éventuellement fixer des conditions opérationnelles.

En cas de problème, les autorités compétentes de l'Etat d'envoi et de l'Etat de transit entrent en contact pour dégager conjointement une solution.

- Des copies des deux formulaires de demande susmentionnés et des accords respectifs sont emmenées à bord du véhicule d'accompagnement le jour de l'exécution de la mesure d'éloignement.
- Les agents de l'Etat d'envoi qui exécutent la mesure d'éloignement doivent être en mesure de se légitimer en tant que tels pendant leur séjour sur le territoire de l'Etat de transit.
- En cas d'urgence, les autorités compétentes de l'Etat d'envoi et de l'Etat de transit peuvent se concerter par téléphone et il est possible de déroger aux dispositions de l'article 5. Les accords conclus doivent toutefois toujours être confirmés par écrit, au plus tard le premier jour ouvrable suivant la concertation téléphonique.

Article 6 – Modalités particulières pour les transports présentant un risque élevé

L'article 6 porte sur un certain nombre de modalités particulières, lorsque le transport transfrontalier en vue de l'éloignement d'un étranger représente potentiellement un risque sérieux pour l'ordre public, la sécurité nationale ou la santé publique.

En pareil cas, l'Etat de transit doit être informé du risque au plus tard 72 heures avant le transport envisagé. Dans des cas exceptionnels, il peut également être dérogé à ce délai, après concertation entre les autorités compétentes.

L'autorité de l'Etat de transit responsable du soutien doit déterminer les modalités d'éloignement et lors de tels éloignements, elle doit, en principe, toujours assurer un soutien durant le transport de l'étranger ou des étrangers sur son territoire.

Article 7 – Transport et utilisation de moyens de contrainte, d'armes de service, de munitions et d'objets d'équipement

L'article 7 a trait aux moyens de contrainte, aux armes et à l'équipement pouvant être emportés lors des rapatriements transfrontaliers, ainsi qu'aux circonstances dans lesquelles ils peuvent être utilisés.

Conformément à l'article 23, paragraphe 2, du Traité de Prüm, chaque pays détermine les moyens de contrainte et les armes qui peuvent être transportés par les agents des autres pays lors des rapatriements transfrontaliers.

Conformément à leur législation nationale, la Belgique et les Pays-Bas ont prévu que les agents d'un autre pays du Benelux peuvent transporter des moyens de contrainte mécaniques, une matraque, un spray incapacitant, ainsi que des armes à feu et des munitions lors des rapatriements. Le Luxembourg a quant à lui déterminé qu'en principe, seuls des moyens de contrainte qui ne constituent pas une arme au sens de la législation nationale du Grand-Duché de Luxembourg peuvent être transportés sur son territoire. Concrètement, cela signifie que pendant les rapatriements frontaliers, seuls des moyens de contrainte mécaniques peuvent être transportés sur le territoire luxembourgeois. Si les autorités belges ou néerlandaises souhaitent que des armes soient transportées, elles doivent préalablement demander l'autorisation aux autorités luxembourgeoises.

Les moyens de contrainte, armes de service et munitions peuvent être transportés à condition qu'ils ne puissent être utilisés par des personnes non autorisées.

Les moyens de contrainte mécaniques et armes de service visés à l'article 7 sont uniquement utilisés si cela s'avère strictement nécessaire. L'usage d'armes à feu n'est pas autorisé, sauf en cas de légitime défense.

Enfin, il est précisé que les mesures d'éloignement sont en principe exécutées par des agents en civil et avec un véhicule de service qui n'est pas identifiable comme tel.

Article 8 – Responsabilité

L'article 8 porte sur la responsabilité vis-à-vis des étrangers qui sont rapatriés ainsi que sur les frais, la protection et l'assistance ; cet article traite également de la responsabilité des agents qui effectuent les rapatriements transfrontaliers.

Il est précisé que l'Etat d'envoi reste responsable du ou des étrangers concernés et réadmet, inconditionnellement et sans formalités, l'étranger qui, après l'application de l'accord d'exécution, serait retrouvé postérieurement sur le territoire de l'Etat de transit sans être en possession des documents requis et sans qu'il puisse être prouvé qu'il a quitté l'espace Schengen.

Les frais liés au transport, à la présentation ou à l'accompagnement aux fins de l'éloignement sont toujours à charge de l'Etat d'envoi. En matière de protection et d'assistance, de même que pour la responsabilité civile et pénale des agents qui effectuent les éloignements, il est renvoyé aux articles du Traité de Prüm relatifs à la protection, l'assistance et la responsabilité.

Article 9 – Evaluation

L'article 9 traite de l'évaluation de l'accord d'exécution. Il précise que les trois pays doivent évaluer conjointement la mise en œuvre de l'accord d'exécution et doivent en faire rapport à leurs gouvernements respectifs au plus tard six mois avant l'expiration de la période de trois ans visée à l'article 12.

Article 10 – Annexes

L'article 10 prévoit que les annexes contenant les deux formulaires visés à l'article 5 font partie intégrante de l'accord d'exécution. Toute modification peut être effectuée par écrit et prendre effet à la date fixée par les parties.

Article 11 – Amendements

L'article 11 précise que l'accord d'exécution peut être amendé de commun accord entre les parties et que les amendements prendront effet conformément à la procédure visée à l'article 12.

Article 12 – Dispositions finales

L'article 12 contient une série de dispositions finales, notamment concernant le dépositaire et l'entrée en vigueur de l'accord d'exécution, l'application provisoire et les modalités de suspension et de résiliation.

Le dépositaire est le Secrétaire général de l'Union Benelux.

Les pays doivent suivre leurs procédures internes de ratification nécessaires pour permettre l'entrée en vigueur de l'accord d'exécution et informer le dépositaire de l'accomplissement de ces procédures. L'accord d'exécution entre effectivement en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la deuxième notification au dépositaire et ce, entre les pays dont émanent ces notifications. Pour le troisième pays, l'accord d'exécution entre alors en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit sa notification au dépositaire.

L'article 12 offre la possibilité d'appliquer l'accord d'exécution à titre provisoire, dans l'attente de l'entrée en vigueur. Cette possibilité est prévue par le droit international des traités². La Belgique et les Pays-Bas ont décidé de recourir effectivement à cette possibilité. Les deux pays ont à cet égard déposé une déclaration auprès du Secrétaire général de l'Union Benelux. L'application provisoire de l'accord entre la Belgique et les Pays-Bas a ainsi pris effet le 24 août 2016.

L'application provisoire d'un traité international n'est pas courante dans le système juridique belge. Le fait d'opter pour l'application provisoire doit donc être considérée comme

² Convention sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales, signée à Vienne le 21 mars 1986 ; M.B. 25 décembre 1993. L'article 25 de cette convention prévoit qu'un traité ou une partie de celui-ci, peut être appliqué(e) à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur lorsque le traité le prévoit.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

exceptionnel. Ce choix a été inspiré par des besoins opérationnels réels et urgents. Dans la pratique, les rapatriements transfrontaliers visés dans l'accord d'exécution ont lieu régulièrement et compte tenu du contexte migratoire international, on peut s'attendre à ce que ce type de mesures soit encore plus fréquent à l'avenir. L'accord d'exécution propose donc une base juridique pour des mesures qui sont déjà appliquées dans la pratique, principalement entre la Belgique et les Pays-Bas, et qui n'ont pas encore été réglées par d'autres instruments juridiques internationaux.

L'objectif est d'appliquer le régime à d'autres catégories de personnes qui n'entrent pas encore dans le champ d'application de l'accord d'exécution, notamment les demandeurs d'asile qui doivent être transférés dans le cadre du Règlement Dublin ou les personnes qui doivent être conduites dans un autre pays du Benelux dans le cadre d'une procédure judiciaire, par analogie avec le règlement général déjà prévu dans la convention policière signée entre la Belgique et la France en 2013³. Les pays du Benelux ont l'intention d'instaurer un règlement général similaire lors de la révision du traité du Benelux en matière d'intervention policière, conclu en 2004⁴. A terme, ce règlement devrait donc remplacer l'accord d'exécution, ce qui explique le choix de conclure un accord temporaire pour une période de trois ans.

Enfin, l'article 12 prévoit la possibilité de suspendre temporairement ou résilier l'accord d'exécution à tout moment par le biais d'une notification au dépositaire.

Le Ministre des Affaires étrangères,



Didier REYNDEERS

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

Jan JAMBON

³ Accord entre la Belgique et la France relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, signée à Tournai le 18 mars 2013; *M.B.*, 29 septembre 2015. L'article 21 de cette convention prévoit un règlement général étendu pour transférer des personnes sous escorte policière d'un pays à un autre.

⁴ Traité entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg concernant l'action policière transfrontalière, signé à Luxembourg le 8 juin 2004; *M.B.*, 15 mars 2005.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Theo FRANCKEN

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

WETSONTWERP HOUDENDE INSTEMMING MET DE UITVOERINGSAFSPRAAK TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIE, HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG EN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN BETREFFENDE DE SAMENWERKING, BEGELEIDING EN ONDERSTEUNING BIJ REPATRIERINGSMAATREGELEN OVER HET GRONDGEBIED VAN DE BENELUX-LANDEN, GEDAAN TE BRUSSEL OP 16 JUNI 2016.

Memorie van toelichting

Inleiding

Dit wetsontwerp concretiseert de uitvoeringsafpraak betreffende de samenwerking, begeleiding en ondersteuning bij repatriëringsmaatregelen over het grondgebied van de Benelux-landen, afgesloten te Brussel op 16 juni 2016.

De tekst van de uitvoeringsafpraak werd opgesteld door een Benelux-werkgroep en juridisch getoetst door het Benelux Comité van Juristen.

Het Benelux Comité van Juristen heeft gesteld dat de uitvoeringsafpraak voor België en Luxemburg als een klassiek verdrag beschouwd moet worden, waarvoor parlementaire instemming vereist is. Wat Nederland betreft kan de afspraak als een uitvoeringsverdrag beschouwd worden, waarvoor parlementaire instemming slechts vereist is indien het parlement hierom uitdrukkelijk verzoekt binnen een termijn van 30 dagen. Dit laatste is uiteindelijk niet gebeurd.

Inhoud van de uitvoeringsafpraak

Artikel 1 – Doel

In artikel 1 wordt het doel van de uitvoeringsafpraak omschreven: het vastleggen van de praktische en administratieve voorwaarden voor de samenwerking inzake het vervoer, de begeleiding en de ondersteuning bij repatriëringsmaatregelen over het grondgebied van België, Nederland en Luxemburg.

De uitvoeringsafpraak is gebaseerd op de artikelen 23 en 44 van het Verdrag van Prüm¹.

Artikel 23 van het Verdrag van Prüm gaat over wederzijdse ondersteuning bij repatriëringsmaatregelen. In het tweede lid van dit artikel wordt bepaald: *“Een verdragspartij mag te repatriëren personen, zo nodig, over het grondgebied van een andere verdragspartij repatriëren. De beslissing over de repatriëringsmaatregel berust bij de verdragspartij over wiens grondgebied de repatriëring zal geschieden. Bij de beslissing over de repatriëring bepaalt zij de voorwaarden voor de uitvoering ervan en legt, zo nodig, tevens de naar haar nationaal recht toegestane vrijheidsbeperkende middelen aan de te repatriëren persoon op”*.

¹ Verdrag tussen België, Duitsland, Spanje, Frankrijk, Nederland, Luxemburg en Oostenrijk inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van terrorisme, grensoverschrijdende criminaliteit en illegale migratie, afgesloten te Prüm op 27 mei 2005; B.S. 30 maart 2017.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Artikel 44 van het Verdrag van Prüm bepaalt: *“De bevoegde autoriteiten van de verdragspartijen kunnen op basis van en in het kader van dit verdrag afspraken maken die de administratieve uitvoering van dit verdrag tot doel hebben”.*

Artikel 2 – Definities

In artikel 2 worden een aantal kernbegrippen uit de uitvoeringsafspraken nader gedefinieerd.

Artikel 3 – Werkingssfeer

In artikel 3 worden de drie soorten repatriëringsmaatregelen omschreven, waarop de uitvoeringsafspraken van toepassing is. Concreet gaat het om:

- presentaties van vreemdelingen bij ambassades, consulaten of interviewdelegaties van derde landen op het grondgebied van één van de Beneluxlanden, teneinde de nationaliteit en identiteit van de betrokkene vast te stellen, met het oog op het verkrijgen van de reisdocumenten die voor de repatriëring nodig zijn;
- het vervoer van vreemdelingen over het grondgebied van één van de Beneluxlanden ten behoeve van verwijdering via een luchthaven van één van deze landen;
- en het vervoer van vreemdelingen over het grondgebied van één van de Beneluxlanden met het oog op de overdracht aan de verantwoordelijke autoriteiten van een buurland van de Benelux, aan de grens van dat laatste.

Artikel 4 – Administratieve organisatie

Artikel 4 gaat over de autoriteiten die voor de uitvoeringsafspraken verantwoordelijk zijn.

Er zijn drie soorten autoriteiten, namelijk:

- de autoriteiten bevoegd om besluiten te nemen aangaande de repatriëringen,
- de autoriteiten verantwoordelijk voor de begeleiding van de vreemdelingen die gerepatriëerd worden,
- en de autoriteiten verantwoordelijk voor de ondersteuning bij deze begeleidingen.

De drie landen moeten elkaar schriftelijk in kennis stellen van hun bevoegde autoriteiten.

Voor België is de Dienst Vreemdelingenzaken (FOD Binnenlandse Zaken) bevoegd voor alle besluitvorming aangaande repatriëringen. De begeleidingen kunnen uitgevoerd worden door de diensten van de Geïntegreerde politie, maar ook door de Dienst Vreemdelingenzaken zelf. De ondersteuning, zoals bedoeld in deze uitvoeringsafspraken, wordt in principe steeds uitgevoerd door de diensten van de Geïntegreerde politie.

Artikel 5 – Algemene uitvoeringsvoorwaarden

In artikel 5 worden de algemene uitvoeringsvoorwaarden voor de grensoverschrijdende repatriëringsmaatregelen omschreven.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

De krachtlijnen zijn de volgende:

- De voor de besluitvorming bevoegde autoriteit van het land dat een vreemdeling over het grondgebied van een ander land wil repatriëren (de zendstaat) moet de voor de besluitvorming bevoegde autoriteit van dit andere land (de transitstaat) hiervan vooraf in kennis stellen. Deze kennisgeving moet langs elektronische weg gebeuren en in principe 48 uur voor het voorgenomen vervoer. Bij de kennisgeving moet een aanvraagformulier meegestuurd worden, waarvan het model in bijlage bij de uitvoeringsafsprake gaat (bijlage A). In het formulier staan onder meer de gegevens van de betreffende vreemdeling(en), alsook de eindbestemming en de tijdsplanning van de repatriëring.

De voor de besluitvorming bevoegde autoriteit van de transitstaat moet onverwijld, en in ieder geval binnen de 24 uur, zijn akkoord geven. Aan dit akkoord kunnen eventueel administratieve voorwaarden gekoppeld worden.

- De voor de begeleiding bevoegde autoriteit van de zendstaat brengt onverwijld, in principe uiterlijk 24 uur voor het voorgenomen vervoer, de voor de ondersteuning bevoegde autoriteit van de transitstaat langs elektronische weg op de hoogte van bovengenoemde kennisgeving en akkoord. Hierbij moet eveneens een formulier meegestuurd worden, waarvan het model in bijlage bij de uitvoeringsafsprake gaat (bijlage B). Dit formulier bevat onder meer de gegevens van het begeleidende voertuig en van de ambtenaren die zich op het grondgebied van de transitstaat zullen begeven, alsook de te volgen reisweg en de meegevoerde vrijheidsbeperkende middelen en bewapening van de ambtenaren.

De voor de ondersteuning bevoegde autoriteit van de transitstaat moet onverwijld antwoorden en kan eventueel operationele voorwaarden opleggen.

In geval van problemen moeten de bevoegde autoriteiten van zendstaat en transitstaat met elkaar in contact treden om gezamenlijk een oplossing te zoeken.

- Een kopie van beide bovengenoemde aanvraagformulieren, alsook van de respectievelijke akkoorden, moet tijdens de uitvoering van de repatriëringsmaatregel meegenomen worden in het begeleidende voertuig.
- De ambtenaren van de zendstaat die de repatriëringsmaatregel uitoefenen moeten tijdens hun verblijf op het grondgebied van de transitstaat steeds in staat zijn om zich te legitimeren.
- In spoedeisende gevallen kunnen de bevoegde autoriteiten van zendstaat en transitstaat telefonisch afspraken maken en van de termijnen die in artikel 5 bepaald worden afwijken. Deze afspraken moeten wel altijd schriftelijk bevestigd worden, ten laatste op de eerste werkdag na de telefonische afspraken.

Artikel 6 – Bijzondere uitvoeringsvoorwaarden voor vervoer met een verhoogd risico

Artikel 6 gaat over een aantal bijzondere uitvoeringsvoorwaarden, in geval van grensoverschrijdende repatriëringen van vreemdelingen die mogelijk een ernstig risico vormen voor de openbare orde, de nationale veiligheid of de volksgezondheid.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

De transitstaat moet in dergelijke gevallen uiterlijk 72 uur voor het voorgenomen vervoer op de hoogte gesteld worden over het risico. Ook hier kan in uitzonderlijke gevallen van deze termijn worden afgeweken, mits overleg tussen de bevoegde autoriteiten.

De voor de ondersteuning bevoegde autoriteit van de transitstaat moet de voorwaarden voor de repatriëringsmaatregel opstellen en bij dergelijke repatriëringen in regel ook steeds ondersteuning bieden tijdens het vervoer van de vreemdeling(en) over zijn grondgebied.

Artikel 7 – Meevoeren en gebruik van vrijheidsbeperkende middelen, bewapening, munitie en uitrusting

Artikel 7 gaat over de vrijheidsbeperkende middelen, bewapening en uitrusting die tijdens de grensoverschrijdende repatriëringen meegevoerd kunnen worden en de omstandigheden waarin deze gebruikt kunnen worden.

In uitvoering van het tweede lid van artikel 23 van het Verdrag van Prüm wordt per land vastgelegd welke vrijheidsbeperkende middelen en bewapening door de ambtenaren van de andere landen tijdens de grensoverschrijdende repatriëringen meegevoerd kunnen worden.

België en Nederland hebben, conform hun nationaal recht, bepaald dat ambtenaren van een ander Benelux-land tijdens repatriëringen boeimiddelen, de wapenstok, pepperspray en vuurwapens en munitie kunnen meevoeren. Luxemburg heeft bepaald dat op zijn grondgebied in regel enkel vrijheidsbeperkende middelen meegevoerd mogen worden die geen wapen vormen zoals bedoeld in het Luxemburgse nationale recht. Dit betekent concreet dat tijdens grensoverschrijdende repatriëringen enkel boeimiddelen over Luxemburgs grondgebied meegevoerd mogen worden. Indien de autoriteiten van België of Nederland wapens willen meevoeren moet hiervoor eerst de toestemming gevraagd worden aan de Luxemburgse overheid.

De vrijheidsbeperkende middelen, bewapening en munitie moeten op dusdanige wijze meegevoerd worden dat zij niet door onbevoegden gebruikt kunnen worden.

De in artikel 7 bepaalde vrijheidsbeperkende middelen en bewapening mogen uitsluitend gebruikt worden indien dit strikt noodzakelijk blijkt. Het gebruik van vuurwapens is niet toegestaan, behoudens in geval van wettige verdediging.

Tot slot wordt nog gesteld dat de repatriëringsmaatregelen in principe uitgevoerd worden door ambtenaren in burger en met een dienstvoertuig dat niet als zodanig herkenbaar is.

Artikel 8 – Verantwoordelijkheid en aansprakelijkheid

Artikel 8 gaat over de verantwoordelijkheid jegens de vreemdelingen die gerepatriëerd worden, de kosten, de bescherming en hulpverlening en de aansprakelijkheid van de ambtenaren die de grensoverschrijdende repatriëringen uitvoeren.

Er wordt gesteld dat de zendstaat verantwoordelijk blijft voor de vreemdeling(en) in kwestie en deze onvoorwaardelijk en zonder formaliteiten moet terugnemen, indien deze na toepassing van de uitvoeringsafpraak achteraf op het grondgebied van de transitstaat wordt aangetroffen zonder in het bezit te zijn van de vereiste documenten en zonder dat het bewijs kan worden geleverd dat de betrokkene het Schengengebied heeft verlaten.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

De kosten in verband met het vervoer, de presentatie of begeleiding met het oog op de repatriëring komen steeds ten laste van de zendstaat. Wat betreft de bescherming en hulpverlening en de burgerrechtelijke en strafrechtelijke aansprakelijkheid van de ambtenaren die de repatriëringen uitvoeren wordt verwezen naar de artikelen over bescherming, hulpverlening en aansprakelijkheid uit het Verdrag van Prüm.

Artikel 9 – Evaluatie

Artikel 9 gaat over de evaluatie van de uitvoeringsafspraken. Er wordt gesteld dat de drie landen de toepassing van de uitvoeringsafspraken gezamenlijk moeten evalueren en dat uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de in artikel 12 bedoelde periode van drie jaar een evaluatieverslag voor de respectieve regeringen gemaakt moet worden.

Artikel 10 – Bijlagen

In artikel 10 wordt bepaald dat de bijlagen met de twee in artikel 5 bedoelde formulieren integraal deel uitmaken van de uitvoeringsafspraken. Wijzigingen kunnen schriftelijk doorgevoerd worden en van kracht worden op een door de partijen te bepalen datum.

Artikel 11 – Wijzigingen

In artikel 11 wordt bepaald dat de uitvoeringsafspraken in onderling akkoord tussen de partijen gewijzigd kan worden en dat wijzigingen van kracht worden overeenkomstig de procedure die in artikel 12 beschreven wordt.

Artikel 12 – Slotbepalingen

Artikel 12 bevat een aantal slotbepalingen, onder meer met betrekking tot de depositaris en de inwerkingtreding van de uitvoeringsafspraken, de voorlopige toepassing en de modaliteiten voor opschorting en opzegging.

De depositaris is de secretaris-generaal van de Benelux Unie.

De landen moeten hun interne ratificatieprocedures volgen die nodig zijn voor de inwerkingtreding van de uitvoeringsafspraken en de depositaris in kennis stellen als deze procedures voltooid zijn. De uitvoeringsafspraken treden effectief in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de tweede kennisgeving aan de depositaris, tussen de landen waarvan die kennisgevingen uitgaan. Voor het derde land treedt de uitvoeringsafspraken dan in werking op de eerste dag van de tweede maand na zijn kennisgeving aan de depositaris.

Artikel 12 biedt de mogelijkheid om de uitvoeringsafspraken, in afwachting van de inwerkingtreding, voorlopig toe te passen. Deze mogelijkheid wordt voorzien in het internationale verdragenrecht². België en Nederland hebben gekozen om effectief van deze

² Verdrag inzake het verdragenrecht tussen staten en internationale organisaties of tussen internationale organisaties, afgesloten te Wenen op 21 maart 1986; B.S. 25 december 1993. Artikel 25 hiervan bepaalt dat een verdrag, of een deel hiervan, voorlopig kan worden toegepast in afwachting van zijn inwerkingtreding indien het verdrag zulks bepaalt.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

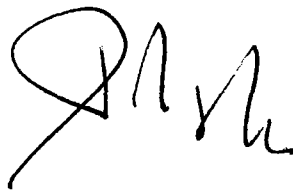
mogelijkheid gebruik te maken. Beide landen hebben hiertoe een verklaring neergelegd bij de secretaris-generaal van de Benelux Unie. De voorlopige toepassing van de afspraak tussen België en Nederland is hierdoor op 24 augustus 2016 van kracht geworden.

De voorlopige toepassing van een internationaal verdrag is niet gebruikelijk in de Belgische rechtsorde. De keuze voor de voorlopige toepassing moet dan ook als uitzonderlijk beschouwd worden. Zij werd ingegeven vanuit reële en dringende operationele noden. Grensoverschrijdende repatriëringen, zoals bedoeld in de uitvoeringsafpraak, komen in de praktijk regelmatig voor en er mag worden verwacht dat dit soort maatregelen, gezien de huidige internationale migratiecontext, in de toekomst nog zal toenemen. Met de uitvoeringsafpraak wordt dus een juridische basis gegeven aan maatregelen die in de praktijk reeds plaatsvinden, hoofdzakelijk tussen België en Nederland, en die nog niet via andere internationale rechtsinstrumenten geregeld waren.

De bedoeling is om de regeling in de toekomst nog verder open te trekken tot andere categorieën van personen, die nu niet onder de werkingssfeer van de uitvoeringsafpraak vallen, bijvoorbeeld asielzoekers die overgedragen moeten worden in het kader van de Dublin Verordening of personen die naar een ander Beneluxland overgebracht moeten worden in het kader van een gerechtelijke procedure, naar analogie met de ruime en algemene regeling die reeds voorzien is in het politieverdrag tussen België en Frankrijk uit 2013³. De Benelux-landen hebben zich voorgenomen om een soortgelijke algemene regeling in te voeren bij de herziening van het Benelux politieverdrag uit 2004⁴. Deze regeling zou op termijn dus in de plaats moeten komen van de uitvoeringsafpraak, wat verklaart waarom gekozen is om een tijdelijke afspraak voor een periode van drie jaar te maken.

Tot slot biedt artikel 12 nog de mogelijkheid om de uitvoeringsafpraak, via een mededeling aan de depositaris, te allen tijde tijdelijk op te schorten of op te zeggen.

De Minister van Buitenlandse Zaken,



Didier REYNDERS

³ Verdrag tussen België en Frankrijk betreffende de grensoverschrijdende samenwerking in politie- en douanezaken, afgesloten te Doornik op 18 maart 2013; B.S. 29 september 2015. Artikel 21 van dit verdrag voorziet in een ruime, algemene regeling om personen onder politiebegeleiding van het ene naar het andere land over te dragen.

⁴ Verdrag tussen België, Nederland en Luxemburg inzake grensoverschrijdend politieel optreden, afgesloten te Luxemburg op 8 juni 2004; B.S. 15 maart 2005.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

Jan JAMBON

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Theo FRANCKEN

UITVOERINGSAFSPRAAK

TUSSEN

HET KONINKRIJK BELGIË,

HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG

EN

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

BETREFFENDE DE SAMENWERKING, BEGELEIDING EN ONDERSTEUNING BIJ
REPATRIËRINGSMAATREGELEN
OVER HET GRONDGEBIED VAN DE BENELUX-LANDEN

* *
*

ACCORD D'EXÉCUTION

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

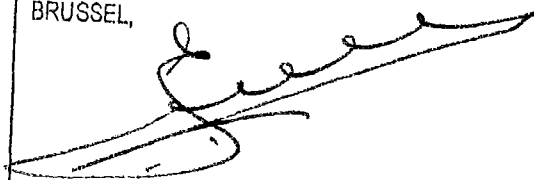
LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

ET

LE ROYAUME DES PAYS-BAS

RELATIF À LA COOPÉRATION, À L'ACCOMPAGNEMENT ET AU SOUTIEN LORS DE MESURES
D'ÉLOIGNEMENT
SUR LE TERRITOIRE DES PAYS BENELUX

COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
BRUXELLES, LE
BRUSSEL,



Secrétaire général de l'Union Benelux
Secretaris-generaal van de Benelux Unie

Uitvoeringsafspraken
betreffende de samenwerking, begeleiding en ondersteuning bij repatriëringsmaatregelen
over het grondgebied van de Benelux-landen

Het Koninkrijk België,

Het Groothertogdom Luxemburg,

Het Koninkrijk der Nederlanden,

Hierna genoemd "de Partijen",

Gelet op artikel 23 van het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Oostenrijk inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie, gedaan te Prüm op 27 mei 2005 (hierna genoemd "het Verdrag"),

Gelet op artikel 44 van het Verdrag, dat erin voorziet dat de Verdragsluitende Partijen bij het Verdrag op basis en in het kader van het Verdrag afspraken kunnen maken die de uitvoering van het Verdrag ten doel hebben,

Overwegende dat de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking ter bestrijding van illegale migratie behoort tot de werkingssfeer van het Verdrag,

Overwegende dat artikel 23 van het Verdrag erin voorziet dat de Verdragsluitende Partijen elkaar ondersteunen bij repatriëringsmaatregelen,

Overwegende dat artikel 23, tweede lid, van het Verdrag uitdrukkelijk ziet op repatriëring over het grondgebied van een andere Verdragsluitende Partij,

Overwegende dat artikel 23, tweede lid, van het Verdrag bepaalt dat de Verdragsluitende Partij over wier grondgebied de repatriëring zal geschieden, de voorwaarden bepaalt voor de uitvoering van de repatriëringsmaatregel,

Overwegende dat de uitvoering van repatriëringsmaatregelen onderdeel vormt van de taak van de politie van elk van de Verdragsluitende Partijen, op grond waarvan bedoelde voorwaarden mede afspraken moeten omvatten over het dragen van dienstkleeding en het meevoeren en gebruik van bewapening, munitie en uitrusting door de met die taak belaste ambtenaren, in de zin van artikel 23 van het Verdrag,

Overwegende dat heldere, eenduidige en snelle procedures aangaande de administratieve en praktische aspecten van de samenwerking dienen te worden opgezet,

Overwegende dat de presentatie van vreemdelingen bij ambassades of consulaten teneinde de nationaliteit en identiteit van de betrokkene vast te stellen ter verkrijging van reisdocumenten met het oog op repatriëring, een wezenlijk en noodzakelijk onderdeel van het repatriëringsproces vormt,

Ten hier volgende overeengekomen:

Accord d'exécution
relatif à la coopération, à l'accompagnement et au soutien lors de mesures d'éloignement
sur le territoire des pays Benelux

Le Royaume de Belgique,

Le Grand-Duché de Luxembourg,

Le Royaume des Pays-Bas,

Dénommés ci-après : « les Parties »,

Vu l'article 23 du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, fait à Prüm le 27 mai 2005 (ci-après dénommé « le Traité »),

Vu l'article 44 du Traité, qui prévoit que sur la base et dans le cadre du Traité, les Parties Contractantes du Traité peuvent conclure des accords portant sur l'exécution du Traité,

Considérant que l'approfondissement de la coopération transfrontalière en vue de la lutte contre la migration illégale relève du champ d'application du Traité,

Considérant que l'article 23 du Traité prévoit que les Parties Contractantes se soutiennent mutuellement lors de mesures d'éloignement,

Considérant que l'article 23, paragraphe 2, du Traité vise expressément l'éloignement effectué en transitant par le territoire d'une autre Partie Contractante,

Considérant que l'article 23, paragraphe 2, du Traité dispose que la Partie contractante par le territoire de laquelle l'éloignement doit avoir lieu fixe les modalités d'exécution de la mesure d'éloignement,

Considérant que l'exécution des mesures d'éloignement constitue un élément de la mission de la police dans chacune des Parties contractantes, sur la base de laquelle les modalités visées doivent comporter des dispositions concernant le port de l'uniforme de service et le transport et l'utilisation d'armes de service, de munitions et d'objets d'équipement par les fonctionnaires chargés de cette mission, au sens de l'article 28 du Traité,

Considérant que des procédures claires, uniformes et rapides doivent être mises en place concernant les aspects administratifs et pratiques de la coopération,

Considérant que la présentation d'étrangers aux ambassades ou aux consulats afin de déterminer la nationalité et l'identité de la personne concernée, pour l'obtention de documents de voyage en vue de l'éloignement, constitue un élément essentiel et nécessaire du processus d'éloignement,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Artikel 1 - Doel

Deze Uitvoeringsafpraak heeft overeenkomstig artikel 44 van het Verdrag ten doel de praktische en administratieve voorwaarden vast te leggen voor de samenwerking tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden in uitvoering van artikel 23, tweede lid, van het Verdrag, inzake het vervoer, de begeleiding en de ondersteuning bij de presentatie, de verwijdering of de doorgeleiding van vreemdelingen, ter fine van hun repatriëring, over het grondgebied van de Benelux-landen.

Artikel 2 - Definities

Voor de toepassing van deze Uitvoeringsafpraak wordt verstaan onder:

- a) "repatriëring": een handeling zoals bedoeld in artikel 23 van het Verdrag, verricht door een bevoegde autoriteit van een van de Partijen in uitvoering van een door een bevoegde autoriteit van die Partij genomen besluit ter verwijdering van een vreemdeling, door toedoen van een in artikel 3 van deze Uitvoeringsafpraak bedoelde maatregel, welke wordt genomen in samenwerking met de bevoegde autoriteiten van een of meer andere Partijen overeenkomstig deze Uitvoeringsafpraak, en waaronder worden begrepen alle vormen van "gedwongen terugkeer" zoals gedefinieerd in het glossarium over asiel en migratie van het Europees migratienetwerk;
- b) "vreemdeling": eenieder die niet of niet langer voldoet aan de voorwaarden voor binnenkomst of verblijf op het grondgebied van de onder g) bedoelde zendstaat;
- c) "vervoer": het verplaatsen van een vreemdeling over het grondgebied van de onder h) bedoelde transitstaat;
- d) "begeleiding": de begeleiding door een bevoegde autoriteit van de onder g) bedoelde zendstaat van een vreemdeling tegen wie een repatriëringsmaatregel is genomen;
- e) "ondersteuning": de ondersteuning door een bevoegde autoriteit van de onder h) bedoelde transitstaat, bij een onder d) bedoelde begeleiding;
- f) "bevoegde autoriteiten": één of meerdere autoriteiten van een Partij welke door de betrokken Partij worden aangewezen overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van deze Uitvoeringsafpraak;
- g) "zendstaat": de Partij die tegen een vreemdeling een repatriëringsmaatregel heeft uitgevaardigd en die voornemens is die repatriëringsmaatregel over het grondgebied van een andere Partij uit te voeren;
- h) "transitstaat": de Partij over wier grondgebied de repatriëringsmaatregel wordt beoogd te worden uitgevoerd;
- i) "internewdelegatie": delegatie van ambassadeurs van een derde Staat die een interview van een vreemdeling afneemt om vast te stellen of het om een eigen onderdaan gaat en in voorkomend geval zijn identiteit vast te stellen.

Article 1 - Objectif

Conformément à l'article 44 du Traité, l'objectif du présent Accord d'exécution est de déterminer les modalités pratiques et administratives de la coopération entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas en exécution de l'article 23, paragraphe 2, du Traité en matière de transport, d'accompagnement et de soutien lors de la présentation, de l'expulsion ou du transit d'étrangers par le territoire des pays Benelux aux fins de leur éloignement.

Article 2 - Définitions

Aux fins du présent Accord d'exécution, on entend par :

- a) « éloignement » : une opération telle que visée à l'article 23 du Traité, effectuée par une autorité compétente d'une des Parties en application d'une décision d'éloignement d'un étranger prise par une autorité compétente de cette Partie, au moyen d'une mesure visée à l'article 3 du présent Accord d'exécution, laquelle est prise en collaboration avec les autorités compétentes d'une ou plusieurs autres Parties conformément au présent Accord d'exécution et comprend toutes les formes d'« obligation de retour » telle que définie dans le glossaire sur l'asile et les migrations du réseau européen des migrations ;
- b) « étranger » : toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'État d'envoi visé sous g) ;
- c) « transport » : le déplacement d'un étranger en transitant par le territoire de l'État de transit visé sous h) ;
- d) « accompagnement » : l'accompagnement par une autorité compétente de l'État d'envoi visé sous g) d'un étranger faisant l'objet d'une mesure d'éloignement ;
- e) « soutien » : le soutien par une autorité compétente de l'État de transit visé sous h), en cas d'accompagnement tel que visé sous d) ;
- f) « autorités compétentes » : une ou plusieurs autorités d'une Partie qui sont désignées par la Partie concernée conformément à l'article 4, paragraphe 2, du présent Accord d'exécution ;
- g) « État d'envoi » : la Partie qui a édicté une mesure d'éloignement à l'encontre d'un étranger et qui envisage d'exécuter cette mesure d'éloignement en transitant par le territoire d'une autre Partie ;
- h) « État de transit » la Partie par le territoire de laquelle il est envisagé d'exécuter la mesure d'éloignement ;
- i) « délégation d'audition » : délégation d'agents d'un État tiers procédant à une audition d'un étranger afin de déterminer s'il s'agit d'un ressortissant propre et le cas échéant de déterminer son identité.

Artikel 3 – Werkingssfeer

Ten behoeve van deze Uitvoeringsafpraak omvat de repatriëring van vreemdelingen de volgende maatregelen:

- a) de presentatie van vreemdelingen bij ambassades, consulaten of bij een interviewdelegatie op het grondgebied van een van de Partijen, teneinde de nationaliteit en identiteit van de betrokkene vast te stellen, met het oog op het verkrijgen van de voor de repatriëring benodigde reisdocumenten;
- b) het vervoer van vreemdelingen over het grondgebied van een Partij ten behoeve van verwijdering via de luchthavens van een van de Partijen;
- c) het vervoer van vreemdelingen over het grondgebied van een Partij met het oog op de overdracht aan de verantwoordelijke autoriteiten van een aan de Benelux grenzend land, aan de grens met dat land.

Artikel 4 – Administratieve organisatie

1. Elke informatie-uitwisseling of besluitvorming ter uitvoering van artikel 23, tweede lid, van het Verdrag geschiedt uitsluitend tussen en door de ter zake bevoegde autoriteiten.

2. Elke Partij stelt de andere Partijen schriftelijk in kennis van de door haar aangewezen bevoegde autoriteiten zoals bedoeld in artikel 2, onder f), van deze Uitvoeringsafpraak, alsook van elke wijziging dienaangaande.

Bij deze kennisgeving geven de Partijen aan welke van de aangewezen bevoegde autoriteiten instaan voor:

- a) de principiële besluitvorming aangaande de repatriëring van vreemdelingen overeenkomstig deze Uitvoeringsafpraak (hierna: "de bevoegde autoriteit verantwoordelijk voor de besluitvorming");
- b) de begeleiding zoals bedoeld in artikel 2, onder d), van deze Uitvoeringsafpraak (hierna: "de bevoegde autoriteit verantwoordelijk voor de begeleiding");
- c) de ondersteuning zoals bedoeld in artikel 2, onder e), van deze Uitvoeringsafpraak (hierna: "de bevoegde autoriteit verantwoordelijk voor de ondersteuning").

Article 3 – Champ d'application

Aux fins du présent Accord d'exécution, l'éloignement d'étrangers comprend les mesures suivantes :

- a) la présentation d'étrangers aux ambassades, aux consulats ou auprès d'une délégation d'audition sur le territoire d'une des Parties, afin de déterminer la nationalité et l'identité de la personne concernée en vue d'obtenir les documents de voyage requis pour l'éloignement ;
- b) le transport d'étrangers en transitant par le territoire d'une Partie aux fins de l'éloignement via les aéroports d'une des Parties ;
- c) le transport d'étrangers en transitant par le territoire d'une Partie en vue du transfert aux autorités responsables d'un pays limitrophe du Benelux, à la frontière de ce pays.

Article 4 – Organisation administrative

1. Tout échange d'informations ou prise de décision en exécution de l'article 23, paragraphe 2, du Traité s'effectue exclusivement entre et par les autorités compétentes en la matière.

2. Chaque Partie notifie aux autres Parties par écrit les autorités compétentes désignées par elle, telles que visées à l'article 2, sous f), du présent Accord d'exécution, ainsi que toute modification y relative.

Lors de cette notification, les Parties indiquent quelles sont les autorités compétentes désignées qui sont chargées :

- a) de la prise de décision de principe concernant l'éloignement d'étrangers conformément au présent Accord d'exécution (ci-après : « l'autorité compétente responsable de la prise de décision ») ;
- b) de l'accompagnement tel que visé à l'article 2, sous d), du présent Accord d'exécution (ci-après : « l'autorité compétente responsable de l'accompagnement ») ;
- c) du soutien tel que visé à l'article 2, sous e), du présent Accord d'exécution (ci-après : « l'autorité compétente responsable du soutien »).

Artikel 5 - Algemene uitvoeringsvoorwaarden

1. In geval van maatregelen zoals bedoeld in artikel 3, stelt de bevoegde autoriteit van de zendstaat, verantwoordelijk voor de besluitvorming, de bevoegde autoriteit van de transitstaat, eveneens verantwoordelijk voor de besluitvorming, van tevoren langs elektronische weg in kennis van de voorgenomen repatriëringsmaatregel. Deze kennisgeving geschiedt in beginsel uiterlijk 48 uur voor het voorgenomen vervoer, onverminderd het bepaalde in het negende lid en in artikel 6.

2. Bovengenoemde kennisgeving bevat het aanvraagformulier waarvan het model in bijlage A bij deze Uitvoeringsafspraken gaat. In dit aanvraagformulier staan de gegevens van de betreffende vreemdeling of vreemdelingen. Tevens worden in dit aanvraagformulier de eindbestemming en de tijdsplanning vermeld.

3. Onverminderd het bepaalde in het negende lid en in artikel 5 van deze Uitvoeringsafspraken, geeft de bevoegde autoriteit van de transitstaat verantwoordelijk voor de besluitvorming onverwijld en in ieder geval binnen 24 uur langs elektronische weg hierop haar akkoord. Aan dit akkoord zijn in voorkomend geval de voorwaarden van administratieve aard voor de uitvoering van de begeleidingsopdracht verbonden welke de transitstaat op grond van artikel 23, tweede lid, van het Verdrag in aanvulling op het bepaalde in deze Uitvoeringsafspraken heeft vastgesteld.

4. De bevoegde autoriteit van de zendstaat verantwoordelijk voor de begeleiding brengt onverwijld en in beginsel uiterlijk 24 uur voor het voorgenomen vervoer, onverminderd het bepaalde in het derde en negende lid en in artikel 5, de bevoegde autoriteit van de transitstaat verantwoordelijk voor de ondersteuning langs elektronische weg op de hoogte van bovengenoemde kennisgeving en akkoord. Zij voegt daarbij het aanvraagformulier waarvan het model in bijlage B bij deze Uitvoeringsafspraken gaat, en minstens de in het tweede lid vermelde gegevens bevat, evenals die van het begeleidende voertuig en van de ambtenaren van de zendstaat van wie is voorzien dat zij zich op het grondgebied van de transitstaat zullen begeven, alsook de te volgen reisweg en de meegevoerde vrijheidsbeperkende middelen en bewapening. Zij voegt daarbij tevens een kopie van het aanvraagformulier, zoals bedoeld in het tweede lid, inclusief het akkoord van de transitstaat.

5. De bevoegde autoriteit van de transitstaat verantwoordelijk voor de ondersteuning zendt onverwijld langs elektronische weg haar antwoord, evenals in voorkomend geval de in artikel 23, tweede lid, van het Verdrag voorziene voorwaarden van operationele aard.

6. In geval de in het vierde en vijfde lid bedoelde werkwijze of de bijkomend gestelde voorwaarden aanleiding kunnen geven tot problemen van praktische, administratieve of juridische aard, treden de in het vierde lid genoemde bevoegde autoriteiten onverwijld met elkaar in contact teneinde een voorspoedig verloop van de repatriëringsmaatregel te verzekeren. Indien deze problemen een uitstel van de operatie vergen, nemen de bevoegde autoriteiten bedoeld in het vierde lid contact op met de bevoegde autoriteiten verantwoordelijk voor de besluitvorming, om gezamenlijk tot een oplossing te komen.

7. Kopieën van beide bovengenoemde aanvraagformulieren, evenals de respectievelijke akkoorden, worden op de dag van de uitvoering van de repatriëringsmaatregel, in het begeleidende voertuig meegenomen door de ambtenaren van de zendstaat die zich op het grondgebied van de transitstaat begeven.

8. Tijdens hun verblijf op het grondgebied van de transitstaat zijn de ambtenaren van de zendstaat die de repatriëringsmaatregel uitvoeren in staat zich als zodanig te legitimeren.

Article 5 - Modalités générales

1. En cas de mesures visées à l'article 3, l'autorité compétente de l'État d'envoi, responsable de la prise de décision, informe l'autorité compétente de l'État de transit, également responsable de la prise de décision, préalablement par voie électronique de la mesure d'éloignement envisagée. Cette notification s'effectue, en principe, au plus tard 48 heures avant le transport envisagé, sans préjudice des dispositions du paragraphe 9 et de l'article 6.
2. La notification précitée contient le formulaire de demande dont le modèle est joint en annexe A au présent Accord d'exécution. Ce formulaire de demande contient les données relatives à l'étranger concerné ou aux étrangers concernés. Ce formulaire de demande mentionne également la destination finale et le calendrier.
3. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 9 et de l'article 6 du présent Accord d'exécution, l'autorité compétente de l'État de transit responsable de la prise de décision donne son accord immédiatement et dans tous les cas endéans les 24 heures, et ce, par voie électronique. Le cas échéant, cet accord est assorti des modalités à caractère administratif de l'accompagnement décidées par l'État de transit en vertu de l'article 23, paragraphe 2, du Traité en complément des dispositions du présent Accord d'exécution.
4. L'autorité compétente de l'État d'envoi responsable de l'accompagnement informe immédiatement et en principe au plus tard 24 heures avant le transport envisagé, sans préjudice des dispositions des paragraphes 3 et 9 et de l'article 6, l'autorité compétente de l'État de transit responsable du soutien par la voie électronique de la notification et de l'accord susmentionnés. Elle y ajoute le formulaire de demande dont le modèle est joint en annexe B du présent Accord d'exécution et qui comprend au moins les données mentionnées au paragraphe 2, les données relatives au véhicule d'accompagnement et aux agents de l'État d'envoi dont il a été prévu qu'ils se rendent sur le territoire de l'État de transit, ainsi que l'itinéraire à suivre et les moyens de contrainte et armes de service transportés. Elle ajoute également une copie du formulaire de demande visé au paragraphe 2, y compris l'accord de l'État de transit.
5. L'autorité compétente de l'État de transit responsable du soutien envoie immédiatement sa réponse par la voie électronique, ainsi que, le cas échéant, les modalités à caractère opérationnel prévues à l'article 23, paragraphe 2, du Traité.
6. Si la méthode de travail visée aux paragraphes 4 et 5 ou les modalités supplémentaires devaient donner lieu à des problèmes de nature pratique, administrative ou juridique, les autorités compétentes mentionnées au paragraphe 4 entrent immédiatement en contact afin d'assurer le bon déroulement de la mesure d'éloignement. Si ces problèmes requièrent un report de l'opération, les autorités compétentes visées au paragraphe 4 contactent les autorités compétentes responsables de la prise de décision pour dégager conjointement une solution.
7. Des copies des deux formulaires de demande susmentionnés et des accords respectifs sont emmenées par les agents de l'État d'envoi qui se rendent sur le territoire de l'État de transit, à bord du véhicule d'accompagnement, le jour de l'exécution de la mesure d'éloignement.
8. Les agents de l'État d'envoi qui exécutent la mesure d'éloignement sont en mesure de se légitimer en tant que tels pendant leur séjour sur le territoire de l'État de transit.

9. In spoedeisende gevallen en onverminderd het bepaalde in artikel 6 kan, na telefonisch overleg tussen de bevoegde autoriteiten van de zendstaat en de transitstaat verantwoordelijk voor de besluitvorming of begeleiding en mits bevestigd door de desbetreffende bevoegde autoriteit van de transitstaat, worden afgeweken van de bepalingen van dit artikel en is de in het eerste lid bedoelde termijn van 48 uur niet van toepassing. De schriftelijke neerslag van de mondelinge bevestiging kan op een later tijdstip gegeven worden, ten laatste op de eerste werkdag na het telefonisch overleg.

Artikel 6 – Bijzondere uitvoeringsvoorwaarden voor vervoer met een verhoogd risico

1. Bij het vervoer met het oog op de repatriëring van een vreemdeling dat mogelijk een ernstig risico vormt voor de openbare orde, de nationale veiligheid of de volksgezondheid, brengt de bevoegde autoriteit van de zendstaat verantwoordelijk voor de begeleiding de bevoegde autoriteit van de transitstaat verantwoordelijk voor de ondersteuning van dat risico op de hoogte op het moment van de in artikel 5, vierde lid, bedoelde kennisgeving. Deze voorafgaande kennisgeving geschiedt uiterlijk 72 uur voor het voorgenomen vervoer. In uitzonderlijke gevallen kan van deze termijn worden afgeweken, na overleg tussen de genoemde bevoegde autoriteiten.

2. In dergelijk geval stelt de bevoegde autoriteit van de transitstaat verantwoordelijk voor de ondersteuning de voorwaarden vast op grond van artikel 23, tweede lid, van het Verdrag. In voorkomend geval stemmen de in het eerste lid hierboven genoemde bevoegde autoriteiten van de transitstaat en de zendstaat overeenkomstig artikel 23, eerste lid, van het Verdrag die voorwaarden met elkaar af.

3. Onder bovengenoemde voorwaarden wordt in ieder geval begrepen de ondersteuning van het vervoer door de bevoegde autoriteit van de transitstaat verantwoordelijk voor de ondersteuning.

Artikel 7 – Meevoeren en gebruik van vrijheidsbeperkende middelen, bewapening, munitie en uitrusting

1. Het bepalen van de voorwaarden voor de uitvoering van de in artikel 3 van deze Uitvoeringsafpraak bedoelde repatriëringsmaatregelen, waaronder afspraken over het dragen van dienstkleiding en het meevoeren en gebruik van bewapening, munitie en uitrusting, alsook het opleggen van de vrijheidsbeperkende middelen die gebruikt mogen worden door de zendstaat, komen, zoals voorzien in artikel 23, tweede lid, van het Verdrag, toe aan de transitstaat.

2. De Partijen bepalen in uitvoering van artikel 23, tweede lid, van het Verdrag dat de bevoegde autoriteiten van de zendstaat verantwoordelijk voor de begeleiding, tijdens een begeleiding in het kader van de uitvoering van een repatriëringsmaatregel over het grondgebied van de transitstaat, de volgende vrijheidsbeperkende middelen kunnen meevoeren, alsook bewapening, onverminderd het derde lid:

- a) Op het grondgebied van het Koninkrijk België:
 - i. boeimiddelen;
 - ii. wapenstok;
 - iii. pepperspray;
 - iv. vuurwapen en munitie

9. En cas d'urgence et sans préjudice des dispositions de l'article 6, il est possible de déroger aux dispositions du présent article et le délai de 48 heures visé au paragraphe 1er n'est pas applicable après une concertation téléphonique entre les autorités compétentes de l'État d'envoi et de l'État de transit responsables de la prise de décision ou de l'accompagnement, sous réserve de confirmation par l'autorité compétente concernée de l'État de transit. Le relevé écrit de la confirmation orale peut être délivré ultérieurement, au plus tard le premier jour ouvrable suivant la concertation téléphonique.

Article 6 – Modalités particulières pour les transports présentant un risque élevé

1. Lorsque le transport en vue de l'éloignement d'un étranger représente potentiellement un risque sérieux pour l'ordre public, la sécurité nationale ou la santé publique, l'autorité compétente de l'État d'envoi responsable de l'accompagnement informe l'autorité compétente de l'État de transit responsable du soutien de ce risque au moment de la notification visée à l'article 5, paragraphe 4. Cette notification préalable s'effectue au plus tard 72 heures avant le transport envisagé. Dans des cas exceptionnels, il peut être dérogé à ce délai, après concertation entre les autorités compétentes mentionnées.

2. En pareil cas, l'autorité compétente de l'État de transit responsable du soutien arrête les modalités en vertu de l'article 23, paragraphe 2, du Traité. Le cas échéant, les autorités compétentes de l'État de transit et de l'État d'envoi visées au paragraphe 1er ci-dessus, s'accordent sur ces modalités conformément à l'article 23, paragraphe 1er, du Traité.

3. Les modalités susvisées comprennent en tout cas le soutien du transport par l'autorité compétente de l'État de transit responsable du soutien.

Article 7 – Transport et utilisation de moyens de contrainte, d'armes de service, de munitions et d'objets d'équipement

1. Il revient à l'État de transit, comme prévu à l'article 23, paragraphe 2, du Traité, de fixer les conditions d'application des mesures d'éloignement visées à l'article 3 du présent Accord d'exécution, dont des dispositions concernant le port de l'uniforme de service, le transport et l'utilisation d'armes de service, de munitions et d'objets d'équipement, et d'imposer les moyens de contrainte qui peuvent être utilisés par l'État d'envoi.

2. Les Parties disposent, en application de l'article 23, paragraphe 2, du Traité, que les autorités compétentes de l'État d'envoi responsables de l'accompagnement peuvent, lors d'un accompagnement dans le cadre de l'exécution d'une mesure d'éloignement sur le territoire de l'État de transit, transporter les moyens de contrainte suivants, ainsi que des armes de service, sans préjudice du paragraphe 3 :

- a) Sur le territoire du Royaume de Belgique :
 - i. moyens de contrainte mécaniques ;
 - ii. matraque ;
 - iii. spray incapacitant ;
 - iv. arme à feu et munitions.

- b) Op het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg:
- i. uitsluitend vrijheidsbeperkende middelen die niet een wapen vormen als bedoeld in de nationale wetgeving van het Groothertogdom Luxemburg, met name boeimiddelen, onverminderd het derde lid.
- c) Op het grondgebied van het Koninkrijk der Nederlanden:
- i. boeimiddelen;
 - ii. wapenstok;
 - iii. pepperspray;
 - iv. vuurwapen en munitie.
3. In het geval dat een bevoegde autoriteit van de zendstaat wapens wil meevoeren op het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg, verzoekt zij van tevoren om de op grond van het nationale recht van het Groothertogdom Luxemburg vereiste toestemmingen.
4. De vrijheidsbeperkende middelen, bewapening en munitie worden meegevoerd op dusdanige wijze dat zij niet door onbevoegden kunnen worden gebruikt, onverminderd het derde lid bij vervoer op het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg.
5. Op het grondgebied van het Koninkrijk België en van het Koninkrijk der Nederlanden worden boeimiddelen, wapenstok en pepperspray uitsluitend gebruikt indien dit strikt noodzakelijk blijkt. Het gebruik van vuurwapens is niet toegestaan, behoudens in geval van wettige verdediging.
- Op het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg worden vrijheidsbeperkende middelen die niet een wapen vormen als bedoeld in de nationale wetgeving van het Groothertogdom Luxemburg uitsluitend gebruikt indien dit strikt noodzakelijk blijkt. Het gebruik van wapens is niet toegestaan, behoudens in geval van wettige verdediging. Dit geldt steeds onverminderd het derde lid.
6. Alle meegevoerde vrijheidsbeperkende middelen, bewapening en munitie worden vermeld in het in artikel 5, vierde lid, bedoelde aanvraagformulier.
7. De repatriëringsmaatregel wordt in beginsel uitgevoerd door ambtenaren in burger en met een dienstvoertuig dat niet als zodanig herkenbaar is, tenzij de aard van het vervoer zich daartegen verzet, in welk geval de redenen daarvoor in het bovengenoemde aanvraagformulier worden meegedeeld.

Artikel 8 - Verantwoordelijkheid en aansprakelijkheid

1. De zendstaat blijft verantwoordelijk voor de vreemdeling of vreemdelingen in kwestie en neemt de vreemdeling onvoorwaardelijk en zonder formaliteiten terug, indien deze na toepassing van deze Uitvoeringsafpraak achteraf op het grondgebied van de transitstaat wordt aangetroffen zonder in het bezit te zijn van de vereiste documenten en zonder dat het bewijs kan worden geleverd dat de betrokkene het Schengengebied heeft verlaten.
2. De kosten in verband met het vervoer, de presentatie of begeleiding ter fine van de repatriëring komen ten laste van de zendstaat.

- b) Sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg :
- i. uniquement les moyens de contrainte qui ne constituent pas une arme au sens de la législation nationale du Grand-Duché de Luxembourg, à savoir les moyens de contrainte mécaniques, sans préjudice du paragraphe 4.
- c) Sur le territoire du Royaume des Pays-Bas :
- i. moyens de contrainte mécaniques ;
 - ii. matraque ;
 - iii. spray incapacitant ;
 - iv. arme à feu et munitions.
3. Si une autorité compétente de l'Etat d'envoi souhaite transporter des armes sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, elle sollicite au préalable les autorisations requises par le droit national du Grand-Duché de Luxembourg.
4. Les moyens de contrainte, armes de service et munitions peuvent être transportés à condition qu'ils ne puissent être utilisés par des personnes non autorisées, sans préjudice du paragraphe 3 en cas de transport sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.
5. Sur le territoire du Royaume de Belgique et du Royaume des Pays-Bas, les moyens de contrainte mécaniques, matraques et sprays incapacitants sont uniquement utilisés si cela s'avère strictement nécessaire. L'usage d'armes à feu n'est pas autorisé sauf en cas de légitime défense.
- Sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, les moyens de contrainte qui ne constituent pas une arme au sens de la législation nationale du Grand-Duché de Luxembourg sont uniquement utilisés si cela s'avère strictement nécessaire. L'usage d'armes n'est pas autorisé sauf en cas de légitime défense. Ceci vaut toujours sans préjudice du paragraphe 3.
6. Tous les moyens de contrainte, armes de service et munitions transportés sont mentionnés dans le formulaire de demande visé à l'article 5, paragraphe 4.
7. La mesure d'éloignement est en principe exécutée par des agents en civil et avec un véhicule de service qui n'est pas identifiable comme tel, sauf si la nature du transport s'y oppose, auquel cas les motifs sont mentionnés dans le formulaire de demande précité.

Article 8 - Responsabilité

1. L'Etat d'envoi reste responsable du ou des étrangers concernés et réadmet, inconditionnellement et sans formalités, l'étranger qui, après l'application du présent Accord d'exécution, serait retrouvé postérieurement sur le territoire de l'Etat de transit sans être en possession des documents requis et sans qu'il puisse être prouvé qu'il a quitté l'espace Schengen.
2. Les frais du transport, de la présentation ou du transit aux fins de l'éloignement sont à charge de l'Etat d'envoi.

3. Ten aanzien van bescherming en hulpverlening evenals voor de burgerrechtelijke en de strafrechtelijke aansprakelijkheid is het bepaalde in de artikelen 29, 30 en 31 van het Verdrag van toepassing.

Artikel 9 – Evaluatie

De bevoegde autoriteiten van de Partijen evalueren gezamenlijk de toepassing van deze Uitvoeringsafpraak en brengen uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de in artikel 12, zesde lid, bedoelde periode van drie jaren en in voorkomend geval vervolgens om de drie jaar daarover verslag uit aan hun respectieve regeringen.

Artikel 10 – Bijlagen

1. De bijlagen A en B maken een integrerend onderdeel uit van deze Uitvoeringsafpraak.
2. Elke wijziging van de bijlagen bij deze Uitvoeringsafpraak wordt schriftelijk overeengekomen tussen de Partijen en wordt van kracht op een door de Partijen te bepalen datum.

Artikel 11 – Wijzigingen

1. Deze Uitvoeringsafpraak kan in onderlinge overeenstemming tussen de Partijen worden gewijzigd.
2. Elke wijziging van deze Uitvoeringsafpraak wordt van kracht overeenkomstig de in artikel 12, derde en vierde lid, van deze Uitvoeringsafpraak bedoelde procedure.

Artikel 12 – Slotbepalingen

1. De secretaris-generaal van de Benelux Unie is depositaris van deze Uitvoeringsafpraak.
2. De depositaris doet aan elke Partij een eensluidend afschrift toekomen van deze Uitvoeringsafpraak, zodat de Uitvoeringsafpraak in werking kan worden gesteld overeenkomstig de interne procedures van ieder der Partijen.
3. De Partijen stellen de depositaris in kennis van de voltooiing van hun interne procedures vereist voor de inwerkingtreding van deze Uitvoeringsafpraak. De depositaris brengt de Partijen op de hoogte van deze kennisgevingen.
4. Deze Uitvoeringsafpraak treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de tweede kennisgeving aan de depositaris, tussen de Partijen waarvan die kennisgevingen uitgaan. Voor de Partij waarvan de derde kennisgeving uitgaat, treedt deze Uitvoeringsafpraak in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op deze kennisgeving aan de depositaris. De depositaris stelt alle Partijen op de hoogte van beide data.

3. En matière de protection et assistance, de même que pour la responsabilité civile et pénale, les dispositions des articles 29, 30 et 31 du Traité sont d'application.

Article 9 – Evaluation

Les autorités compétentes des Parties évaluent conjointement la mise en œuvre du présent Accord d'exécution et en font rapport à leurs gouvernements respectifs au plus tard six mois avant l'expiration de la période de trois ans visée à l'article 12, paragraphe 6, et ensuite tous les trois ans, le cas échéant.

Article 10 – Annexes

1. Les annexes A et B font partie intégrante du présent Accord d'exécution.
2. Toute modification des annexes au présent Accord d'exécution fait l'objet d'un accord écrit entre les Parties et prend effet à la date fixée par les Parties.

Article 11 – Amendements

1. Le présent Accord d'exécution peut être amendé de commun accord entre les Parties.
2. Tout amendement au présent Accord d'exécution prendra effet conformément à la procédure visée à l'article 12, paragraphes 3 et 4 du présent Accord d'exécution.

Article 12 – Dispositions finales

1. Le secrétaire général de l'Union Benelux est le dépositaire du présent Accord d'exécution.
2. Le dépositaire fournit à chaque Partie une copie certifiée conforme du présent Accord d'Exécution, en vue de sa mise en vigueur conformément aux procédures internes de chaque Partie.
3. Les Parties notifient le dépositaire de l'accomplissement de leurs procédures internes requises pour la mise en vigueur du présent Accord d'exécution. Le dépositaire informe les Parties de ces notifications.
4. Le présent Accord d'exécution entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la deuxième notification au dépositaire et ce, entre les Parties dont émanent ces notifications. Pour la Partie dont émane la troisième notification, le présent Accord d'exécution entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit cette notification au dépositaire. Le dépositaire communique ces deux dates à toutes les Parties.

5. Deze Uitvoeringsafspraken worden voorlopig toegepast tussen de Partijen die hiertoe bij de depositaris een verklaring hebben neergelegd, vanaf de datum van de tweede neerlegging. De depositaris brengt de Partijen op de hoogte van deze kennisgevingen.

6. Deze Uitvoeringsafspraken worden gesloten voor een periode van drie jaren, welke, onder voorwaarde van uitdrukkelijke overeenstemming tussen ten minste twee Partijen, verlengd kan worden met telkens drie jaar voor de Partijen die de verlenging zijn overeengekomen. Elke Partij stelt uiterlijk drie maanden voordat de verlenging in werking dient te treden, de depositaris in kennis van de wens om deze Uitvoeringsafspraken te verlengen. De depositaris stelt de Partijen tussen welke de Uitvoeringsafspraken worden verlengd, uiterlijk vier weken voordat deze verlenging in werking treedt daarvan in kennis.

7. Elke Partij kan deze Uitvoeringsafspraken te allen tijde tijdelijk opschorten door daar mededeling van te doen aan de depositaris, die de andere Partijen daarvan in kennis stelt. Deze mededeling schort de toepassing van deze Uitvoeringsafspraken op tussen de Partij waarvan het bericht uitgaat en de overige Partijen, vanaf de datum aangegeven door de Partij waarvan het bericht uitgaat. Wanneer deze laatste de Uitvoeringsafspraken opnieuw wenst toe te passen, doet zij daar mededeling van aan de depositaris, die de andere Partijen daarvan in kennis stelt.

8. Elke Partij kan deze Uitvoeringsafspraken te allen tijde opzeggen door daar mededeling van te doen aan de depositaris, die de andere Partijen daarvan in kennis stelt. Deze mededeling maakt met een opzeggingstermijn van drie maanden een einde aan de toepassing van deze Uitvoeringsafspraken tussen de Partij waarvan het bericht uitgaat en de overige Partijen.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, deze Uitvoeringsafspraken hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel, op 16 juni 1978, in één exemplaar, in de Nederlandse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

Voor het Koninkrijk België:

Voor het Groothertogdom Luxemburg:

Voor het Koninkrijk der Nederlanden:

5. Le présent Accord d'exécution s'applique à titre provisoire entre les Parties qui ont déposé une déclaration à cet effet auprès du depositaire, et ce, dès la date du deuxième dépôt. Le depositaire informe les Parties de ces notifications.

6. Le présent Accord d'exécution est conclu pour une durée de trois ans, qui peut être renouvelée pour de nouvelles périodes de trois ans, sous condition d'un accord formel entre au moins deux Parties, entre les Parties qui sont convenues du renouvellement. Chaque Partie notifie, au plus tard trois mois avant l'entrée en vigueur du renouvellement, au depositaire le souhait de renouveler le présent Accord d'exécution. Le depositaire en informe les Parties entre lesquelles l'Accord d'exécution est renouvelé, au plus tard quatre semaines avant l'entrée en vigueur de ce renouvellement.

7. Chaque Partie peut à tout moment suspendre provisoirement le présent Accord d'exécution par une notification au depositaire, qui en informe les autres Parties. Cette notification suspend l'application du présent Accord d'exécution entre la Partie dont émane la notification et les autres Parties à partir de la date stipulée par la Partie dont émane la notification. Lorsque cette Partie souhaite à nouveau appliquer l'Accord d'exécution, elle le notifie au depositaire, qui en informe les autres Parties.

8. Chaque Partie peut à tout moment dénoncer le présent Accord d'exécution par une notification au depositaire, qui en informe les autres Parties. Cette notification met un terme avec un préavis de trois mois à l'application du présent Accord d'exécution entre la Partie dont émane la notification et les autres Parties.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord d'exécution.

Fait à Bruxelles, le 13 juillet 1993, en un exemplaire, en langue néerlandaise et en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Royaume de Belgique :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

Pour le Royaume des Pays-Bas :

BIJLAGE A

Aanvraagformulier bedoeld in artikel 5, lid 2, van de Uitvoeringsafspraken

[Contactgegevens van de bevoegde autoriteit van de zendstaat verantwoordelijk voor de besluitvorming, inclusief adres, telefoonnummer, fax en e-mail]

[Contactgegevens van de bevoegde autoriteit van de transitstaat verantwoordelijk voor de besluitvorming, inclusief adres, telefoonnummer, fax en e-mail]

Datum:

Aantal pagina's:

Voor gezien: (datum, handtekening verantwoordelijke van de bevoegde autoriteit van de zendstaat verantwoordelijk voor de besluitvorming)

Gegevens te vervoeren vreemdeling(en)					
Naam (of namen)	Voornaam (of voornamen)	Nationaliteit	Geboortedatum	Geboorteplaats	Dossiernummer

De bevoegde autoriteit van de zendstaat verantwoordelijk voor de besluitvorming, (naam medewerker)

(telefoonnummer) en (faxnummer), heeft de intentie om bovenvermelde vreemdeling(en) te vervoeren over het grondgebied van (transitland) ten behoeve van

☐ presentatie bij (naam ambassade of interviewdelegatie)

De presentatie vindt plaats op (datum, tijd)

Adres (in de transitstaat)

Voorziene tijdsduur van de presentatie: uren.

☐ verwijdering via (naam luchthaven).

Vluchtgegevens (vluchtnummer, datum, vertrektijd):

☐ doorgeleiding naar (derde land grenzend aan Benelux) voor overdracht aan de verantwoordelijke autoriteiten van het genoemde derde land. Voorgenomen moment van overdracht (plaats, datum, tijd)

ANNEXE A

Formulaire de demande visé à l'article 5, paragraphe 2, de l'Accord d'exécution

[Coordonnées de l'autorité compétente de l'État d'envoi responsable de la prise de décision, en ce compris l'adresse, le numéro de téléphone, le fax et l'adresse e-mail]

[Coordonnées de l'autorité compétente de l'État de transit responsable de la prise de décision, en ce compris l'adresse, le numéro de téléphone, le fax et l'adresse e-mail]

Date :

Nombre de pages :

Vu : (date, signature du responsable de l'autorité compétente de l'État d'envoi responsable de la prise de décision)

Données concernant l'étranger (ou les étrangers) à transporter					
Nom(s)	Prénom(s)	Nationalité	Date de naissance	Lieu de naissance	Numéro de dossier

L'autorité compétente de l'État d'envoi responsable de la prise de décision, (nom collaborateur)

(numéro de téléphone) et (numéro de fax), a l'intention de transporter l'étranger précité (ou les étrangers précités) sur le territoire de (État de transit) en vue

☐ d'une présentation à (nom de l'ambassade ou de la délégation d'audition)

La présentation aura lieu le (date, heure)

Adresse (dans l'État de transit)

Durée prévue pour la présentation : heures.

☐ d'un éloignement par le biais de (nom de l'aéroport)

Données du vol (numéro du vol, date, heure du départ):

☐ d'un transit vers (pays tiers frontalier du Benelux) à des fins de transfert aux autorités responsables du pays tiers précité.

Moment prévu du transfert (lieu, date, heure) :

Risicobeoordeling

= normaal

= verhoogd risico

Bijkomende opmerkingen risicobeoordeling:

.....
.....

Voor akkoord	
Datum:	

Évaluation du niveau de risque

☐ normal

☐ élevé

Remarques supplémentaires concernant l'évaluation des risques :

.....
.....

Pour accord	
Date :	

BIJLAGE B

Aanvraagformulier bedoeld in artikel 5, lid 4, van de Uitvoeringsafspraken

[Contactgegevens van de bevoegde autoriteit van de zendstaat verantwoordelijk voor de begeleiding, inclusief adres, telefoonnummer en e-mail]

[Contactgegevens van de bevoegde autoriteit van de transitstaat verantwoordelijk voor de ondersteuning, inclusief adres, telefoonnummer en e-mail]

Datum:

Aantal pagina's:

Voor gezien: (datum, handtekening verantwoordelijke van de bevoegde autoriteit van de zendstaat verantwoordelijk voor de begeleiding)

Gegevens te vervoeren vreemdeling(en)					
Naam (of namen)	Voornaam (of voornamen)	Nationaliteit	Geboortedatum	Geboorteplaats	Dossiernummer

Begeleidende ambtenaren van de zendstaat	
Aantal	Namen:
	☐ in burger ☐ in uniform

Begeleidend(e) voertuig(en)	
Type	Kenteken
	☐ anoniem ☐ herkenbaar

Formulaire de demande visé à l'article 5, paragraphe 4, de l'Accord d'exécution

[Coordonnées de l'autorité compétente de l'État de transit responsable du soutien, en ce compris l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse e-mail]

Vu : (date, signature du responsable de l'autorité compétente de l'État d'envoi responsable de l'accompagnement)

Voiture(s) accompagnatrice(s)	
Type	Numéro de plaque d'immatriculation
	☐ anonyme ☐ reconnaissable

De bevoegde autoriteit van de zendstaat verantwoordelijk voor de besluitvorming, (naam medewerker)

.....
(telefoonnummer) en (faxnummer), heeft de
intentie om bovenvermelde vreemdeling(en) te vervoeren over het grondgebied van
..... (transitland)
ten behoeve van

☐ presentatie bij (naam ambassade of interviewdelegatie)

.....
De presentatie vindt plaats op (datum, tijd)

.....
Adres (in de transitstaat)

.....
Voorziene tijdsduur van de presentatie: uren.

☐ verwijdering via (naam luchthaven).

Vluchtgegevens (vluchtnummer, datum, vertrektijd):

.....

☐ doorgeleiding naar (derde land grenzend aan Benelux) voor overdracht
aan de verantwoordelijke autoriteiten van het genoemde derde land.

Voorgenomen moment van overdracht (plaats, datum, tijd):

.....

Gegevens vervoer

Voorgenomen verblijf op het grondgebied van de transitstaat	tussen uur en uur
Te volgen reisweg/route	
Indien het vervoer in uniform en/of met een herkenbaar voertuig wordt uitgevoerd: wat is daarvoor de reden?	
Meegevoerde vrijheidsbeperkende middelen en eventuele bewapening	

L'autorité compétente de l'État d'envoi responsable de la prise de décision, (nom collaborateur)

..... (numéro de téléphone) et (numéro de fax)

....., a l'intention de transporter l'étranger précité (ou les étrangers précités) sur le territoire de..... (État de transit) en vue

☐ d'une présentation à (nom de l'ambassade ou de la délégation d'audition)

.....
La présentation aura lieu le (date, heure)

.....
Adresse (dans l'État de transit)

.....
Durée prévue pour la présentation : heures.

☐ d'un éloignement par le biais de (nom de l'aéroport).
Données du vol (numéro du vol, date, heure du départ) :

.....

☐ d'un transit vers (pays tiers frontalier du Benelux) à des fins de transfert aux autorités responsables du pays tiers précité.

Moment prévu du transfert (lieu, date, heure) :

.....

Données relatives au transport

Durée prévue de la présence sur le territoire de l'État de transit	entre heures et heures
Itinéraire/trajet suivi	
Si le transport se fait en uniforme et/ou avec un véhicule reconnaissable : quel en est le motif ?	
Moyens de contrainte et éventuelles armes de service transportés	

Risicobeoordeling

- ☐ normaal
- ☐ verhoogd risico

Bijkomende opmerkingen risicobeoordeling:

.....

.....

Voor akkoord	
Datum:	

Évaluation du niveau de risque

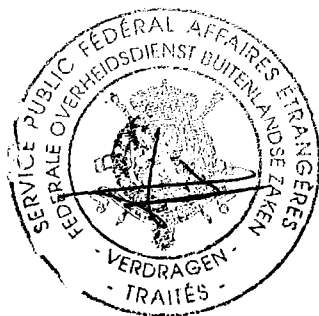
- ☐ normal
- ☐ élevé

Remarques supplémentaires concernant l'évaluation des risques :

.....

.....

Pour accord	
Date :	



COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT

Bruxelles,
Brussel,

24/6/17

P. Le Chef du Service des Traités
du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen
van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België

MAASINAS SOPA